



المجلس العربي
للعلوم الاجتماعية

Arab Council
for the Social Sciences
Conseil Arabe
pour les Sciences Sociales

Conseil Arabe pour les Sciences Sociales

Série de documents de travail

Un M'Zab en fragmentation :
Premiers constats à la suite des derniers
conflits de Ghardaïa

– Nora Gueliane –

**Un M'Zab en fragmentation :
Premiers constats à la suite des derniers
conflits de Ghardaïa**

- Nora Gueliane -

Conseil Arabe pour les Sciences Sociales

Document de travail #21

Février 2022

Prière d'adresser les correspondances à :

Nora Gueliane

nora.gueliane@ehess.fr

Maîtresse de Conférences à la faculté du Génie de Construction de l'Université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO), Algérie.

© 2022 Conseil Arabe pour les Sciences Sociales

Tous droits réservés

Ce document est disponible sous une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC By 4.0). Cette licence vous permet de copier, distribuer et adapter le matériel gratuitement tant que vous créditez l'œuvre convenablement (y compris l'auteur et le titre, le cas échéant), fournissez le lien de la licence et indiquez si des modifications ont été effectuées. Pour plus d'informations, veuillez consulter cette page :

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et n'expriment ou reflètent pas nécessairement les opinions officielles du Conseil Arabe pour les Sciences Sociales (CASS).

À propos de la Série de documents de travail

La Série de documents de travail vise à disséminer de nouvelles publications académiques intéressantes liées au domaine des sciences sociales et à la région, et d'explorer des idées novatrices par le biais de débats scientifiques. Le CASS accepte les documents qui traitent des questions de nature substantive, théorique, méthodologique ou technique. L'approche de la recherche peut être empirique, théorique, ou les deux. Les documents peuvent être soumis en arabe, anglais ou français.

Arab Council for the Social Sciences

Immeuble Alamuddine, 2^{ème} étage

Rue John Kennedy, Ras Beyrouth

Beyrouth, Lebanon

00961-1-370214

info@theacss.org | www.theacss.org

Un M'Zab en fragmentation : Premiers constats à la suite des derniers conflits de Ghardaïa

Résumé

L'objet de cette contribution est une interrogation sur les fragmentations socio-spatiales qui marquent le M'Zab, une région du sud algérien. Cela à travers les premiers constats et observations soulevés sur le terrain cinq ans après le dernier conflit intercommunautaire (2013-2015) qui a touché la région. Dans ce document il est question, dans un premier temps, de décrire le contexte de notre travail de terrain, les contraintes rencontrées et les mécanismes adoptés pour les contourner. Dans un deuxième temps, nous allons illustrer le contexte de l'étude : le conflit de Ghardaïa de 2013-2015 et les groupes concernés. Pour enfin conclure avec une mise en lumière sur le langage adopté par les informateurs afin de décrire et témoigner d'un sujet aussi sensible – surtout si on prend en considération le contexte algérien actuel, post-Hirak, marqué par une répression policière sans précédent.

Mots clés : M'Zab, conflit, Mozabites, Arabes, division.

Cadre général : Une vallée à enjeux multiples

Ce projet¹ aborde la question du vivre ensemble, de la ségrégation et de la mixité sociale au M'Zab - situé au Sud algérien dans la Wilaya de Ghardaïa à 600 km d'Alger. Une région connue par son particularisme historique, politique, et institutionnel, le M'Zab est le berceau d'une minorité ethnique et doctrinale, les Mozabites². Depuis l'indépendance du pays (1962), cette région connaît une série de conflits intercommunautaires, le dernier datant de (2013-2015) a fait 25 morts selon Amnesty International (2018, 85). Ce constat nous amène à nous interroger sur la question du vivre ensemble dans la région et les conséquences des multiples conflits sur la fragmentation socio-spatiale du M'Zab³.

Avant d'aller plus loin, nous tenons à mentionner que depuis l'indépendance de l'Algérie (1962), une série de conflits ont eu lieu dans la région. En 1975, des troubles ont déclenché en raison de l'occupation illégale, par des nomades (Cha'anbas), des terrains appartenant aux '*achiras*⁴ de Béni Isguen. Du fait de l'inaction des autorités sollicitées en vain à plusieurs reprises, les habitants ont décidé d'évacuer eux-mêmes - et par la force - les nomades installés sur leurs terres. Au printemps 1975, des rixes ont également eu lieu à Guerrara⁵ à la suite de coups échangés entre supporteurs et joueurs lors d'un match de football entre Arabes et Mozabites de la ville. Le problème communautaire (Mozabite/Arabe) - aggravé par le contexte économique, social et politique des années 1980 - explique les conflits de juin 1985. La nuit du 5 juin 1985, des accrochages eurent lieu à *ksar* de Ghardaïa. Des appels au *jihād* (guerre sainte) se font alors entendre dans des mosquées malikites⁶. Les commerces et usines mozabites furent pillés et incendiés, 19 agriculteurs malikites et 45 agriculteurs mozabites ont vu leur récolte réduite en cendres. Le 7 juin, un Mozabite fut assassiné alors qu'il se rendait à son jardin, et le soir même, un Arabe est tué. Au terme de

¹ Cet article est tiré d'un projet de recherche, financé par le Conseil arabe des Sciences sociales (CASS).

² Les Mozabites sont des Berbères Zénètes parlant une variante de Tamazight qui est le Tumzabt. Sur le plan doctrinal, ils sont ibadites, contrairement à la majorité des Algériens (Malikites).

³ L'objectif de ce papier est de revenir sur les premières observations constatées lors de notre travail de terrain. Il ne s'agit en aucun cas d'étayer des résultats, car nous sommes incapable en cette phase de notre recherche.

⁴ '*achiras*/*Ta'chirt*, ou fraction sont les familles issues d'un ancêtre commun.

⁵ Guerrara, une commune de la Wilaya de Ghardaïa, située à 115 km au nord-est du chef-lieu.

⁶ Notons que les mosquées dans la région sont séparées. Les Malikites ont leurs lieux de culte gérés par des Imams désignés par le ministère des Affaires religieuses. Les moquées mozabites sont un *waqf* ibadite gérées par les '*azzabas* de la ville.

ce conflit - deux meurtres et 56 blessés -, des milliards de dinars de pertes économiques ont été enregistrés (Daddi Addoun 1990).

En 1989, un autre conflit s'est déclenché à Guerrara à la suite de l'inauguration d'un collège auquel on avait donné le nom d'Ali Dabbuz - un historien mozabite. Le mécontentement des Arabes de la ville les conduit à détruire le panneau annonçant l'inauguration, et ce fut le signal d'une série d'actes violents. En 1990, c'est à la suite des élections communales et départementales, que des conflits se sont déclenchés à Berianne⁷ - une liste indépendante mozabite avait obtenu la majorité des suffrages. À la suite de la confirmation de la liste indépendante à la tête de l'assemblée communale, des affrontements se sont déclenchés et ont fait deux morts avant le rétablissement du calme. Peu après, le 5 juillet 1990, lors de l'installation de la nouvelle assemblée, des violences se sont déclenchées une seconde fois. (Daddi Addoun, 1990). En 2004, l'origine d'un conflit à Melika puis sa source cette fois dans une parcelle de terrain revendiquée par les deux communautés, la situation s'apaise sans faire de dégâts (Bettache 2014). À Berriane, les résultats des élections municipales de 2007 ont fait entrer la ville dans une série d'affrontements sur plusieurs mois. Le conflit a coûté la vie à trois citoyens, plusieurs blessés et d'énormes dégâts matériels. En 2009, c'est encore un litige autour d'une parcelle qui provoque des tensions entre les deux communautés à Melika tandis qu'à Guerrara, le prétexte est un match de football.

En décembre 2013, les tensions éclatent à la suite de l'affichage d'une liste des bénéficiaires des logements sociaux. Chaque communauté a accusé l'autre d'avoir été favorisée par les autorités. Ces accusations sont animées par le sentiment d'injustice régnant dans la région et le manque de confiance dans les pouvoirs publics. Constat confirmé par nos informateurs, qui sont d'accord à dire que les autorités locales sont responsables de la crise de Ghardaïa. Un informateur est allé jusqu'à qualifier cela de « terrorisme administratif » **ارهاب الإدارة**. Par ailleurs, le problème du M'Zab ne peut être dissocié de la nature même du régime politique algérien. Le conflit est aussi un problème politique depuis 1961 qui renvoi à la crise de citoyenneté (de lien national) que vit l'Algérie dans sa totalité. Ce qui laisse dire que la résolution de la crise du M'Zab passe aussi par des réformes

⁷ Berriane une commune de la Wilaya de Ghardaïa, située à 43 km au nord du chef-lieu.

profondes de l'État algérien. Une véritable citoyenneté signifie que les différences ethniques, religieuses, linguistiques, culturelles, etc. que les libertés individuelles et collectives soient respectées et opposées à tous par des institutions soumises à la seule règle du droit (Mabtoul 2013 ; Addi 1995, 2015 ; Oussedik 2015 ; Gueliane 2020 ; Hadj-Moussa, Tilmatine 2020).

Le problème de la liste du logement n'est pas la seule raison du conflit, puisqu'une longue histoire de violence oppose les Mozabites aux nomades. En effet, la région englobe trois antagonismes : sédentaires-nomades, Berbères-Arabes, ibadites-malikites, auxquels s'ajoutent les frustrations sociales : chômage des jeunes, climat politique et administratif malsain. D'ailleurs, les émeutiers sont issus, majoritairement, de quartiers populaires où des perspectives d'un avenir meilleur sont presque impossibles. Un chômage de masse, et problèmes économiques, d'un côté, et les richesses de la région (essentiellement en gaz) d'un autre côté, créent un sentiment d'injustice compensé par la violence, et la consommation de substance illicite. Ainsi, bien que les causes du conflit ne soient pas connues, la crise cristallise toutes les difficultés de l'Algérie, à différentes échelles géographiques : locale (tensions identitaires et sociales), nationale (remise en cause de l'État-nation), régionale (le Sahara déstabilisé) et internationale (trafics). La difficulté de savoir ce qui s'est réellement passé est due aussi au manque de sources scientifiques consacrées à la sociologie et à l'histoire contemporaine du M'Zab.⁸ Les chercheurs algériens, qu'ils soient sociologues, historiens ou géographes, ont peu travaillé sur la société mozabite et les changements qui ont touché la région ces dernières décennies. Ces tensions identitaires sont pourtant quasi quotidiennes à Ghardaïa et sa région depuis l'indépendance du pays (Chaouchi, 2015, Oussedik, 2015).

Les événements de Ghardaïa, les plus violents de l'histoire de la région, ont commencé en 2013, pour se calmer lors des présidentielles du 17 avril 2014 (quatrième mandat de

⁸ Voir : Une conférence en ligne intitulée : Le sens de l'état de droit et ses dimensions socio-politiques et historiques, animée par Augustin Jumier, Brahim Cherifi, Cyrille Aillet, Tahar Khalfoun, 16/01/2021, <https://www.youtube.com/watch?v=HwzBkCwE850&feature=youtu.be&fbclid=IwAR3um9G-vcSf-aJqYLWIo9rzoJ7svJ2AZdyYGDSdLL9HwCL0pjLzApANuYM>

Abdelaziz Bouteflika)⁹, avant de reprendre avec plus de violence jusqu'en 2015. Le chiffre officiel déclaré de 25 morts (Amnesty International, 2018) est contesté par les locaux. En effet, selon nos informateurs, ces 25 morts ont été tués en une seule nuit par des armes à feu à Guerrara (2015). C'est, d'ailleurs, à la suite de cette nuit meurtrière à Guerrara que l'Armée Nationale Populaire (ANP) est intervenue pour mettre fin au conflit. À ce propos, un des informateurs s'interroge : *puisque l'Armée pouvait stabiliser la situation en deux heures (2 h), pourquoi ils ne l'ont pas mobilisé dès le départ ? Pourquoi ont-ils attendu 18 mois ? C'est pour faire passer leur présidentielle. J'ai moi-même entendu Sellal dire à Béni Isguen, si vous votez Bouteflika, vous aurez la stabilité, sinon c'est Ifawda [le chaos] ! Pour moi c'est clair, c'était une menace de sa part. C'est soit Bouteflika, soit le chaos* ». Avant cela, dix (10) autres personnes ont été tuées à Ghardaïa (dont deux par les forces de l'ordre) et n'ont pas été déclarés par les autorités ; certains ont même été enregistrés comme accident de route, afin « de camoufler les choses », ajoute un informateur. En plus des pertes humaines, des milliards de dommages matériels ont été recensés ; à cela s'ajoutent les conséquences sur le plan social, économique, géographique, et psychologique. À ce propos, un administrateur (29 ans, originaire d'une ville du nord et installé à Ghardaïa depuis des années) témoigne : *Les derniers événements ont remis la ville de Ghardaïa des décennies en arrière. Elle n'était pas comme ça, Ghardaïa est une belle ville où il faisait très bon à vivre. Tout ce que les gens*

⁹ L'ex-président algérien écarté lors des élections pour un cinquième mandat après le Hirak du 22 février 2019. Voir : le dossier spécial : Quand l'Algérie proteste, revue *Années du Maghreb* (n° 21) /2019. Le dossier spécial de *Mouvements* 2020/2 (n° 102) : Hirak, Algérie en révolution (s). Le dossier spécial jeux de pouvoir au Maghreb, *Confluences Méditerranée*, 2020/3 (N° 114). Voir aussi : Ait Dahmane, Karima, (2019), *Vendredire en Algérie : humour, chants et engagement*, Alger, El Ibriz. Boukhalfa, Mahdi, (2019). *La révolution du 22 février : de la contestation à la chute des Bouteflika*. Alger, Chihab Éditions. Ben Chicou, Mohamed, (2019), *La Casa del Mouradia*, Alger, Koukou. Mebtoul, Mohamed, (2019), *Libertés, dignité, algérianité : avant et pendant le « Hirak »*, Alger, Koukou. Benderra, Omar et al., (2019), *Hirak en Algérie : invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique. Boumediene, Rachid, (2019), *Aux sources du Hirak*, Alger, Chihab Éditions. Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebджаoui, Salima Mellah (dir.), *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique, 2020. Le rapport de International Crisis Group, Algérie : vers le déconfinement du hirak ? Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N° 217 | 27 juillet 2020. Voir également le rapport de HRW fait en janvier 2021 concernant la répression que subit le Hirak par les autorités algériennes : https://www.hrw.org/fr/world-report/2021/country-chapters/377336?fbclid=IwAR0DEeXnK_g0IjJ7zYTeIJJdyEZMUPuZFmP6bd50TbSXjQ9sqHU_kYyM4I8#

ont bâti durant des années a été détruit en quelques mois ! C'est terrible ce qui s'était passé, ça me rappelle la décennie noire.¹⁰



Figure 1 : Concentration des services de l'ordre dans le souq de Ghardaïa quelques jours après les présidentielles d'avril 2014.



Figure 2 : Situation de la vallée durant les conflits de 2013-2015 et qui ressemblait à une zone de guerre.

¹⁰ La guerre civile en Algérie (1992-2002), couramment appelée par la décennie noire, déclenchée à la suite de l'interruption du processus démocratique : l'annulation des élections législatives au lendemain du premier tour largement remporté par le front islamique du salut (FIS) -, en décembre 1991. Une interruption qui a conduit le pays à un conflit armé qui, selon les estimations, a coûté la vie à 60 000 âmes pour les plus optimistes et à 150 000 âmes pour ceux qui le sont moins. Soulignons que si la vallée du M'Zab n'a pas été directement touchée par la guerre civile - le FIS, n'y ayant aucun ancrage -, la crise n'en a pas moins eu des effets négatifs sur sa croissance économique, comme dans tout le reste du pays. Voir : Stora, B. (1998), « Ce que dévoile une guerre. Algérie, 1997), *Politique étrangère*, vol. 62, n° : 4, pp. 487-497

Un terrain sensible : Collecte de données, stratégie d'adaptation et de contournement

Notre dernière visite de Ghardaïa date de 2016, où nous avons fait des enquêtes de terrain durant 3 ans (de 2014, 2015 et 2016) pour nos recherches doctorales (Gueliane 2020) ; cette période a été marquée par le conflit (2013-2015). En effet, quand nous avons commencé une thèse de doctorat (en novembre 2013) sur le rôle qu'a joué la solidarité sociale dans la création d'une série d'extensions urbaines, nous étions contraintes par le déclenchement d'un conflit intercommunautaire à Ghardaïa fin 2013. Conduire une recherche sur la solidarité sociale, dans un contexte de conflit communautaire nous a permis (malgré les difficultés du terrain) de percevoir autrement notre problématique de recherche. Nous avons, en effet pu constater les limites de cette solidarité. Par la suite, l'occasion s'est présentée, et nous avons proposé un projet de recherche sur la question du vivre ensemble en continuité avec notre travail de thèse. La question était de vérifier l'existence de formes de communautarismes, d'entre-soi au M'Zab et d'élucider la possibilité d'une mixité sociale (Gueliane 2019).

Quatre ans après le conflit de 2013, la ville de Ghardaïa semble reprendre le train de vie habituelle : une activité commerciale assez dynamique, les rues marchandes sont bondées de monde ainsi que le souk, le quartier de Theniat al Makhzen, et les grandes artères de la ville. Le Covid-19 ne semble pas inquiéter les locaux, puisque très peu portent des masques et les gestes barrières sont presque ignorés - si ce n'est sous peine d'une amende pour certaines activités, les taxis par exemple. Lors de l'enquête (décembre 2020 - janvier 2021), évoquer le sujet du vivre ensemble et du conflit de Ghardaïa avec les gens n'était pas une tâche facile. En effet, nombreux sont ceux qui ont refusé d'en parler. Un informateur (commerçant mozabite, 50 ans, Ghardaïa) justifie cette réticence par le fait que :

Les gens veulent oublier. Ils sont fatigués, le conflit les a épuisés sur tous les plans ; économique, social, physique, et moral. Donc il n'est pas étonnant qu'ils ne veuillent pas en parler. Un autre ajoute (un jeune des Banû Marzoug, 30 ans, Ghardaïa) : nous sommes les grands perdants [les gens de la région]. En plus on ne sait même pas ce qui est arrivé réellement ! fitna srat [une fitna s'est produite].

Les séquelles de ce conflit sanglant ne semblent pas être la seule raison démotivant les gens de parler ; le traitement policier (et la répression des autorités locales) en est pour quelque chose. Un enseignant-chercheur à l'Université de Ghardaïa évoque cette question dans son témoignage :

Il suffit de poster un statut sur Facebook pour voir la police débarquer chez toi le lendemain. Plus d'une trentaine d'intellectuels locaux ont dû quitter la région durant et après les événements. Certains sont réfugiés politiques à l'étranger à cause du harcèlement policier ; d'autres ont quitté vers les villes du nord pour éviter les problèmes [ils ont reçu des menaces]. D'ailleurs il ne faut pas être étonné qu'on n'ait pas écrit sur la question ni articles ni livres, très peu a été écrit sur la question [il fait référence aux intellectuels et aux chercheurs locaux]. Quand cela arrive, c'est des tentatives de réconciliation plus qu'autre chose. Parce qu'on ne peut pas écrire, tout simplement. D'une part, à cause de la répression des autorités. Et quand je dis répression, n'oubliez surtout pas que c'est comme le reste de l'Algérie. Oui il y'a une répression ailleurs, mais ici à Ghardaïa c'est très particulier, ça dépasse de loin ce que vous pouvez imaginer ! On ne peut pas ouvrir sa bouche ici. Les gens sont terrifiés. D'autre part, il est difficile d'écrire quand on fait partie du problème, puisque notre opinion est automatiquement rejetée par l'autre clan, étant donné qu'on fait partie de tel groupe ou de tel autre. Du coup, il serait plus intéressant d'avoir des chercheurs de l'extérieur pour écrire sur ce qui s'est passé dans la région. Maintenant il reste à savoir si ces derniers parviennent à collecter l'information, car cela n'est pas évident si les gens refusent de témoigner. Si cela arrive, il faut le faire avec prudence, surtout avec les circonstances actuelles du pays. Si les services de l'ordre vous repèrent, vous risquez d'avoir des problèmes ».

Notre informateur ne semble pas le seul à déclarer cela. Le problème de la répression¹¹ nous a été confirmé par des collègues (chercheurs) qui se sont vus harcelés par la police. Un d'entre eux, lors d'un entretien en septembre 2020, a tenu de m'avertir d'être prudente sur le terrain et de n'enquêter qu'avec des gens de confiance (détecté par l'intermédiaire de notre réseau de connaissance).

¹¹ La répression est faite par les autorités locales à l'égard de toutes formes d'oppositions, avocats de détenus politiques, militants des droits de l'homme. Elle peut toucher aussi les chercheurs qui s'intéressent à des questions sensibles comme le conflit de Ghardaïa et des dépassements qui se sont produits durant celui-ci. Les chercheurs sont souvent soumis à une surveillance policière assez stricte, et certains sont ordonnés de quitter la région, comme l'indique nos informateurs.



Figure 3 : Témoignage de Maître Salah Debouz¹² (actuellement réfugié politique en Belgique) qui a subi un harcèlement policier en raison de ses activités d’avocat et de défenseur des droits de l’homme (aux suites des répressions qui ont suivi le conflit de Ghardaïa).
<https://www.facebook.com/photo/?fbid=10217857972833045&set=a.10203609191302412>

Pour contourner les contraintes liées à la sensibilité de notre sujet, nous avons adopté différentes stratégies. D’abord, nous avons fait appel à nos anciens contacts dans la région, étant donné que nous connaissions déjà le terrain. La reprise de contact était plutôt souple. Nous leur avons expliqué le projet et la situation délicate de l’enquête et qu’il fallait travailler avec des gens de confiance (en l’occurrence eux et des gens qu’ils peuvent nous recommander). La plupart de nos anciens contacts ont collaboré. En revanche, ces derniers étaient exclusivement Mozabites (en raison du thème de notre précédente recherche). Il a fallu trouver un moyen de se rapprocher des autres groupes constituant la société locale. Nous avons, donc demandé à nos contacts mozabites de nous présenter à des collègues (et connaissances) des autres groupes, afin de vérifier le degré de sociabilité entre Mozabites et

¹² Militant des droits de l’homme et l’avocat qui a défendu des détenus et prisonniers durant le conflit de Ghardaïa, parmi eux Kamel Eddine Fakhar. Ce dernier est docteur en médecine, un militant des droits humains. Il a dénoncé les pratiques des autorités de Ghardaïa à l’égard de la minorité ibadite. Il a été arrêté le 31 mars 2019 juste après une manifestation dans le cadre du Hirak, puis accusé d’atteinte à la sûreté de l’État et trouble à l’ordre public. Il meurt en détention provisoire le 28 mai 2019 après une grève de la faim de 55 jours. Sa mort a suscité une grande polémique et son avocat accuse les responsables de la prison de Ghardaïa de l’avoir laissé mourir (une mort programmée).

non-Mozabites. Si nos informateurs Mozabites ne connaissaient aucune personne en dehors du groupe, même dans leur milieu de travail, c'est que les liens étaient fragiles. Effectivement, ce fut le cas. Uniquement deux contacts nous ont été présentés par l'intermédiaire du réseau mozabite. Nous avons compris que les relations (mozabite/non mozabite), même en milieu professionnel sont prudentes, limitées au minimum de sympathie indispensable pour le bon déroulement du travail. D'ailleurs, certains informateurs ont refusé de nous recevoir dans leur lieu de travail, puisqu'ils ne se sentaient pas à l'aise de parler librement. Ce constat nous a été confirmé par des témoignages. Une des notabilités à Ghardaïa a confirmé que depuis les derniers conflits les liens avec les Arabes sont presque (totalement) rompus, même entre notabilités des différents groupes, alors qu'avant les conflits, ils se rendaient visite, surtout lors des fêtes religieuses et nationales, ils essayaient de discuter des problèmes communs des différents groupes et des possibilités de rapprochement de visions - chose qu'ils ne font plus depuis.

La deuxième stratégie était de tisser des liens au quotidien avec les commerces de proximité de notre lieu de résidence, avoir des discussions vagues pour inspecter la situation, avoir des contacts, des informations concernant les comités de quartier, les associations, les notables, de la situation générale de la ville, etc. Cette méthode était efficace dans le sens où elle a permis de contacter des jeunes affiliés aux groupes « arabes » de Banû Marzoug, des Madhabiḥs, des Ouled Naïl et de Saïd ainsi que certains habitants du quartier juif (*zgag lihoud*) auprès desquels nous étions hébergées.¹³ Elle nous a également permis de faire connaissance d'algériens du nord (de l'Algérie) qui travaillent/habitent au M'Zab et qui se sont intégrés dans les groupes locaux.

La troisième stratégie était de contacter des enseignants universitaires (Université de Ghardaïa) par l'intermédiaire du réseau de notre superviseur. Et enfin, la quatrième stratégie était de contacter des gens de notre groupe d'origine (des Kabyles), installés à Ghardaïa depuis plusieurs années. Ces derniers devaient nous présenter (tout en se portant garants de nous) à des connaissances dans les différents groupes locaux. Ainsi, par

¹³ *Zgag lihoud* ou le quartier des juifs, comme son nom l'indique, ce quartier appartenait aux Israélites du M'Zab. Ces derniers ont quitté le pays après l'indépendance (1962). Le quartier est actuellement occupé par un mélange de Béni Marzoug, Saïdia, des habitants originaires de Laghouat.

l'intermédiaire de ces personnes, nous avons pu nous constituer une liste de contact, essentiellement des Arabes. Par ailleurs, en plus de personnes appartenant aux différents groupes locaux (tribus arabes et mozabites), nous avons veillé à nous entretenir avec des étrangers à la région. Ce qu'on nomme localement *baraniya*, ou les Algériens venants des autres villes, installés au M'Zab. La prise de contact avec cette catégorie était relativement facile, puisque leur situation neutre les rendait en position d'observateur extérieur. Il était donc plus facile pour eux de nous raconter ce qu'ils ont vécu et vu durant ces dernières années, et les changements qui sont survenus, sans devoir prendre position. Dans cette catégorie nous avons eu affaire à des administrateurs, des architectes, des commerçants et des enseignants venant de partout : Kabylie (Tizi Ouzou, Bouira), Médea, Blida, Laghout, Ouargla, et Tiaret. Chacune des catégories (professionnelles) nous a informées sur des comportements et des observations qu'elles ont relevés dans leur secteur, en plus de nous renseigner sur la situation avant, durant et après les événements. En plus des entretiens (ouverts), nous avons également mobilisé l'observation : nous avons visité l'ensemble des quartiers de la ville, relevé les changements survenus (essentiellement en ce qui concerne le mouvement de la population).

Stéréotypes, langage codifié, et non-dit

En raison des circonstances - répression à la suite du Hirak - et de la sensibilité des questions abordées - conflit et vivre ensemble, nous avons, lors des entretiens, fait face à un langage codifié, à des stéréotypes, ou à des explications « non pragmatiques » des faits et des événements. Des éléments ne servant certes pas - en tant que tels - à la compréhension des situations décrites, mais qui méritent, néanmoins, d'être élucidés puisqu'ils nous renseignent de la situation dans la région, du type le lien existant entre les différents groupes, de la mémoire collective, et des interprétations que donnent nos informateurs aux faits. Ces éléments témoignent aussi de l'embarras - l'incompréhension - dans lequel se trouve les informateurs pour s'exprimer sur ce qui s'est passé (et se passe) au M'Zab.

La première forme soulevée de ce langage, c'est d'avoir fait usage de formules du genre : personne ne sait ce qui est arrivé, c'est une *fitna* *فتنة*, Satan est entré entre nous *شيطان دخل بيناتنا*. Ainsi que la fameuse main étrangère *الأيادي الخارجية* qui essayait de déclencher un printemps arabe en Algérie. Celle-ci n'a pas pu le faire en Kabylie¹⁴, mais elle a réussi à déclenché la *fitna* au M'Zab. Ces mains étrangères visent, semble-t-il, toujours selon les dires de nos informateurs, des lieux où il y a un particularisme ethnique, culturel et doctrinal afin de semer le chaos - d'où le choix de la Kabylie et du M'Zab et non pas une autre région (عمارة 1998). Ces déclarations expriment, en effet, une crainte de la différence, d'où la conclusion de certains que la main étrangère vise des zones à « problèmes ». Ici, le problème, réside dans le fait que ces régions ont des particularités ethniques, culturelles, historiques, et linguistiques. La question qui s'impose serait de savoir pourquoi ces informateurs ont qualifié la différence de problème ? Le système politique qui prédomine depuis 1962 n'est-il pas responsable de la propagation d'une telle pensée ?

En effet, depuis 1962, le pays s'est heurté à un système autoritaire, socialiste, et à une idéologie rigide qui a totalement oblitéré les références amazighes et toutes les particularités régionales. Le pouvoir algérien craint l'émergence d'identités régionales susceptibles de devenir des foyers de contestation politique. Ainsi, tout mouvement politique devait, pour s'exprimer, se fondre dans le parti unique, son idéologie et ses idées. Autrement, c'est le patriotisme même du mouvement, qui est remis en cause. Cette idéologie a conduit au rejet de toutes les particularités, qui étaient vues non pas comme une richesse pour le pays, mais une menace pour l'État-Nation. Passée l'ère Boumediene, à partir de la fin des années 1980, le pays a connu un changement politique à l'égard de l'expression de la société civile. Ce changement a été marqué par une certaine ouverture politique, une timide prise en compte de la sensibilité berbère et de l'Islam politique. S'ensuivirent une certaine ouverture démocratique et plus de libertés attribuées aux différentes régions du pays.

La rigidité de l'idéologie officielle, est conjuguée avec le syndrome de la main étrangère, « l'ennemi fantomatique », qui est un élément fondamental de la philosophie de l'État à

¹⁴ La Kabylie, une région berbérophone du Nord algérien. Sa situation géographique (proximité de la capitale algérienne), ses particularités historiques ont fait d'elle une région de revendication démocratique.

l'égard de tous mouvements politiques et sociaux réclamant des changements. Cultivé depuis l'indépendance, ce discours a fini par impacter un pan de la société algérienne. Pour cette catégorie, la préservation de la patrie signifie automatiquement la préservation du régime (Mohand Amer, 2020). C'est d'ailleurs ce que souligne Massensen Cherbi (2017, p. 102). « (La main de l'étranger) est un terme récurrent de la politique algérienne, il est fréquemment employé par les représentants du pouvoir afin de dénoncer des complots originaires de l'étranger qui seraient la cause des troubles qui agitent l'intérieur du pays. Ce thème est assez populaire parmi certaines franges de la population algérienne qui considèrent l'Algérie comme un pays assiégé face à un étranger hostile, d'où entre autres raisons, leur rejet des "révolutions arabes". Ainsi, cette main étrangère a causé les conflits de Ghardaïa dans le but de porter atteinte à l'autorité des régimes en place. Ce discours est à la fois produit par des hauts responsables du gouvernement, par les autorités locales, mais aussi par les médias, des chaînes de télévision, et surtout les réseaux sociaux (qui ont un impact non négligeable en Algérie). "Le recours récurrent et systématique à la représentation imaginaire et fantasmée de l'Autre (ennemi externe) dans l'inconscient politique et social peut s'expliquer par le lourd et pesant poids de l'histoire de l'Algérie sous la colonisation française et les enjeux politiques et idéologique post-indépendance" (Mohand Amer, 2020). Cela a été constaté par l'usage de certains de nos interlocuteurs des expressions comme "zouaves"¹⁵ en évoquant Kamel Dinne Fakhar et le FFS (Front des forces socialistes).¹⁶ Ce parti politique (légal, puisqu'il est agréé par le ministère de l'Intérieur) semble avoir tissé la haine entre les Mozabites et les Arabes, selon les dires des interlocuteurs Arabes, par l'intermédiaire de ses militants à Ghardaïa (des Mozabites) faisant ainsi de lui un ennemi interne. Ces ennemies internes sont au service des agendas étrangers (essentiellement la France) afin de déstabiliser le pays.

¹⁵ Polémique et dégradante, cette expression est utilisée essentiellement pour attaquer une catégorie d'Algériens (de la Kabylie). Cela en se basant sur des interprétations historiques, réelles ou imaginaires, et qui accusent cette partie du pays d'être au service des agendas de la France.

¹⁶ Parti politique algérien fondé en 1963 par Hocine Ait Ahmed. De tendance gauchiste, il a son enracinement en Kabylie et dans les régions berbérophones.



Figure 4 : La presse fait état de l'usage du régime algérien de ce prétexte de la main étrangère afin de discréditer toutes voix de l'opposition.

Nous savons, également, soulevé l'usage du mot *fitna*¹⁷ (mot arabe qui signifie discorde, notion à forte connotation religieuse) . Ainsi, en Algérie, où le pluralisme religieux et politique fait défaut, le moindre problème peut être qualifié de *fitna* (Rouibi 2016) au lieu de : conflit, crise, événements, etc. Ce constat est éloquent et renvoie, à notre sens, à deux registres. Premièrement, les gens ne comprennent, réellement pas ce qui s'était passé, puisque les choses ont déclenché et ont pris de l'ampleur très rapidement. La *fitna* renvoie

¹⁷ الفتنة في أصلها اللغوي، كما ورد في مقاييس اللغة لابن فارس الرازي وتهذيب اللغة للأزهري وغيرهما تعني الابتلاء والاختبار، فهي كلمة تطلق على كل ما يختبر الإنسان ويعرضه للابتلاء سواء تعلق بالخير أم تعلق بالشر. (انظر: الرازي ابن فارس، معجم مقاييس اللغة، ج4، ص472). أما من حيث الدلالة الشرعية فقد استعملت كلمة الفتنة في معان عدة من ذلك: الابتلاء والامتحان، الصد عن سبيل الله، العذاب، الشرك والكفر، الوقوع في النفاق والمعاصي، التشكيك والتلبيس، الشبهة في الحق والباطل، الإضلال والإغواء، القتل والأسر، الاختلاف وعدم الاجتماع على الكلمة الواحدة، الجنون. (انظر: عبد الحميد بن عبد الرحمن السحيباني، الفتنة وموقف المسلم منها، ص29).

الفتنة إذاً مصطلح عميق لا يتعلق بالصراع مع شخص بالضرورة، فقد يكون الصراع مع النفس أيضاً ومع الأفكار... الخ. فهذا المصطلح يعبر بدقة عن الأوضاع التي يمكن أن يتقلب فيها الإنسان فرداً أو جماعة وقد لا ينجح في تجاوزها وإعادة الأمور إلى نصابها وتحقيق التوازن، وبذلك تكون السمة الطاغية في مصطلح الفتنة هي انفلات الأمور وعدم التمكن من إدارة الصراع فيها والتحكم فيه، وتكون النتائج المترتبة عن الفتنة خلقاً للفوضى والانزلاقات وكل ما تكون عواقبه وخيمة.

donc à un acte dont on ne connaît pas les raisons, ni les acteurs, ni l'origine, à une chose mystérieuse. C'est d'ailleurs ce que nous avons saisi des témoignages de certains informateurs.

Une fois (durant les événements) j'étais de passage de Theniat al Makhzen pour faire des courses. Peu de temps après, on m'appelle pour me dire qu'un conflit s'est déclenché là-bas (nadet them) ! Alors que je venais tout juste de rentrer de là-bas ! J'étais étonné comment cela peut-il arriver avec une telle vitesse. C'est là où j'étais convaincu à 100 % qu'il y avait quelqu'un derrière. Ces gens-là sont envoyés pour effectuer ce travail. Il n'y avait absolument rien dans le quartier. Tout d'un coup, c'est la guerre ! Ce n'est pas raisonnable, témoigne un jeune mozabite, 28 ans, de Béni Isguen.

Le deuxième registre est d'ordre psychologique : qualifier la crise d'une *fitna* déresponsabilise les gens impliqués. Alors que, dans une situation comme celle qu'avait connue le M'Zab, tout le monde reste impliqué, d'une façon ou d'une autre. La *fitna* par sa signification plutôt comme une épreuve n'engage pas le même degré de responsabilité que s'il s'agit de mot conflit, émeutes, événements, crise. Puisque ces termes renvoient à des actions directes - donc une responsabilité qui doit être assumée. Ainsi, l'usage de ce mot évite à nos informateurs d'être précis dans leurs propos, d'accuser tel ou tel, devoir donner des preuves, ou d'être jugés « faire partie d'un groupe ou d'un autre », ce qui risque de discréditer leur version des faits. Enfin, dans *fitna*, l'élément déclencheur est souvent extérieur aux groupes. Ce qui semble plus cohérent avec certaines expressions employées par nos informateurs : « la main étrangère », « que c'est politique », « que certains veulent du mal au M'Zab », « que les locaux ne comprennent rien », « qu'ils ont été manipulés », « que des gens ont été payés pour semer la pagaille », etc. C'est toujours des personnes de « l'extérieur [des] inconnus » qui ont provoqué le conflit. Les habitants, eux, n'ont fait que subir, ils sont des victimes, ils ont été manipulés, bien que (eux) ont détruit, menacé, brûlé, tué, etc. C'est là où le sens de la *fitna* intervient encore une autre fois. Dans une situation de *fitna* les gens perdent en quelque sorte conscience du bon et du mauvais, ils perdent conscience de la gravité de leurs actes. Ce qui renforce cette idée, est l'usage de l'expression « Satan est entrée entre nous » الشيطان دخل بيناتنا . Ce sont toutes des expressions qui renforcent l'idée que les habitants sont plutôt des victimes, sans qu'aucun ne se voit obliger

de rendre des comptes, ou d'assumer une responsabilité. C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé un notable de Ghardaïa (Mozabite de 69 ans, représentant du conseil des notables de *ksar* Ghardaïa) :

Il est dur de parler du sujet quand on a participé aux violences. Quand on a commis des cruautés ! Que voulez-vous qu'ils disent ? Qu'on a brûlé, on a tué ? Donc c'est clair que, beaucoup, et des deux côtés, ne veulent pas parler.

Nous concluons que ce type de réponses n'est, en effet, qu'un système d'évitement (conscient ou inconscient) pour ne pas devoir faire des déclarations plus concrètes et témoigner de ce qui est arrivé réellement. Elles sont une façon diplomatique de désigner le conflit sans froisser les uns ou les autres, ou devoir en faire partie (d'un groupe ou d'un autre).

Le langage codifié prend également d'autres formes telles que le non-dit. Pour désigner l'autre groupe, certains informateurs évitent de le citer et se contentent de dire « les autres », (*hadouk, lokhrin*). D'autres quant à eux, le font par un moment de silence, un regard, un sourire, un rire, un geste de la tête ou des yeux lorsqu'un membre de l'autre communauté est présent. Sinon c'est le ton de la voix qui change : parler plus bas quand on arrive au mot arabe, mozabite, conflits, Cha'anbas, etc., ou bien en changeant carrément de sujet ou de langue. Dans toutes ces situations que nous avons expérimentées avec nos informateurs, il était clair qu'un malaise règne, que la communication et le dialogue social au sujet de ce qui s'est passé durant le conflit n'ont pas été mis en place. Sinon comment expliquer que les gens n'arrivent encore pas, après 5 ans de ces événements, à en parler librement ?

Enfin, nos informateurs ont évoqué une série de stéréotypes avec laquelle ils identifient l'autre. Ainsi pour les interlocuteurs arabes (arabophones) les Mozabites sont des *khawaridj*,¹⁸ ils se comportent comme des Juifs, compliqués, fermés sur eux-mêmes, ils ne sont pas comme « les autres Algériens »¹⁹, avec un mode de vie étrange. Ils leur

¹⁸ Kharidjisme un des courants minoritaires de l'Islam. Il est le résultat du conflit politique qui a tourmenté la *khilafa* musulmane après l'assassinat de Othman ibn 'Affan (en 656).

¹⁹ Ici, des questions s'imposent : Qu'est cet être Algérien ? Quels sont les normes auxquelles devons-nous répondre pour être des Algériens ? Qui a mis en place ces normes ? Est-ce qu'être ibadite, ou Amazigh ou ayant

attribuent certains fantasmes sexuels, c'est le cas de la nuit sombre « *lila dalma* », le soir du jeudi. Ils les accusent de ne pas avoir fait la guerre de révolution, d'être des *harkis*²⁰ puisqu'ils ont signé une convention avec la France (Randon 1853). Ils leur reprochent aussi des faiblesses en termes d'hygiène, puisque, semble-t-il, les Mozabites se contentent de l'usage du papier hygiénique au lieu de l'eau. Les Mozabites, eux, nomment les Arabes *tin zit* - les gens de l'oued. L'Arabe est aussi *aqarad* (le voleur), un fainéant qui ne valorise pas le temps et le travail. Il est le sale, un traître qui n'a ni parole ni honneur et à qui on ne peut pas faire confiance. En un mot, l'Arabe, c'est aussi le nomade, qui manque de civisme et d'organisation.

Tous ces stéréotypes soulevés lors de notre travail sur le terrain renvoient à la situation régnante entre les deux groupes. Des stéréotypes qui ont été employé avec force sur les réseaux sociaux pour tisser la haine, lors des derniers événements (Rouibi 2016). Un constat qui mérite à notre sens un soin particulier, puisque de telles pratiques préparent un climat fertile à toute sorte de dérapages et de violences.

Groupes concernés par le conflit et les expressions employées pour les décrire

Au début de notre enquête, il nous a fallu, tout d'abord, comprendre qui sont les groupes concernés par le conflit (donc du vivre ensemble) à Ghardaïa. Si le premier groupe, les Mozabites présentent des limites claires – malgré l'existence de hiérarchies, de variétés internes. Il s'agissait essentiellement de Berbères Zénètes, ksourien (citadins du Sahara), parlant le Tamzabt et professant essentiellement l'Ibadisme.²¹ Le deuxième groupe, les non-Mozabites, quant à lui, était plus complexe à délimiter. Une complexité que nous avons

une culture régionale particulière pouvait faire de nous des Algériens hors normes, ou moins algérien que les autres ?

²⁰ *Harki*, traître, appellation utilisée en Algérie pour désigner tout Algérien ayant servi le colonialisme français. Voir : <https://histoirecoloniale.net/les-harkis-qui-etaient-ils.html>

²¹ L'Ibadisme a été largement traité par les auteurs ibadites (Iben Saghir, Abû Zakariyyâ' al-Wârjilânî, Abû-l-Rabî' al-Wisyânî, Abû-l-'Abbâs Aḥmad b. 'Abd Allâh al-Fursuṭâ'î ou encore al-Darjînî et Tfayesh. Etc.), ainsi que par des auteurs étrangers et contemporains (Adam R Gaiser, Tadeusz Lewicki, Roberto Rubinacci, Virginie Provest, John C. Wilkinson, Valerie Hoffman, Michael Cook, Abdulrahman Al Salimi, Pierre Cuperly, Cassalanti de Motylinski, Allaoua Amara, Emile Masquery. Etc.).

évoquée lors de nos entretiens. Le même constat est soulevé lors de l'enquête (2015) entreprise par le Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement (CENEAP) au profit du ministère de l'Intérieur. Ainsi, une panoplie d'expressions sont utilisées pour décrire les non-Mozabites ; les Malikites, suivant la tribu d'appartenance (les Cha'anbas, Madhabihs, etc.), ou les Arabes tout court. L'usage du mot Arabe, ne simplifie pas les choses, puisqu'il amène à penser que le problème de cohabitation concerne toute la composante arabe. Ensuite, que veut-on dire par Arabes ? Est-ce les tribus nomades sédentarisées ou bien tous les Arabophones, y compris ceux venant des autres régions du pays ?

Pour démêler ce point, nous nous sommes appuyées d'une part sur l'enquête faite par l'équipe du CENEAP à Ghardaïa – en raison de son étendue, et de la période dans laquelle elle a été faite, l'an 2015. D'autre part, nous avons accordé lors de nos entretiens (fait en décembre 2020/janvier 2021), un soin particulier - à analyser - l'usage des mots employés par nos informateurs pour se décrire et décrire l'autre. Dans une situation de conflit - comme c'est le cas au M'Zab - les mots utilisés pour décrire l'autre sont loin d'être neutres. Les appellations se mettent à fonctionner souvent comme des insultes, elles tendent à faire exister de nouveaux clivages identificatoires. Mais pas seulement. L'emploi de certaines expressions/mots pour se décrire les uns et les autres est en quelque sorte un symbole. Il s'agit de repousser les limites de l'exclusion pour justifier que l'autre n'est pas comme moi, il m'est étranger, il m'est extérieur, car il ne fait pas partie du groupe (ou de la communauté). Ce qui limiterait, de fait, des actes non admissibles (pour les membres du groupe) à son égard, puisqu'en fin de compte il n'en fait pas partie (du groupe d'appartenance). Ce qui permet de commettre des brutalités à son égard en cas de conflit. Bien que ce discours n'est pas admissible dans nos sociétés (dites modernes), mais rien n'empêche son apparition dans les cas extrêmes. Chose qui a été soulevée lors des conflits de Ghardaïa. En fait, c'est à partir de l'analyse des terminologies, des mots employés qu'il était possible de savoir si l'interlocuteur voyait le problème du vivre ensemble relevant d'ordre confessionnel (ibadite/malikite) ou bien ethnique (Mozabite/Arabe ou Berbère/Arabe), ou bien ni l'un ni l'autre et que le problème est plutôt d'ordre socio-économique et politique.

Selon nos informateurs et la localisation des lieux de conflits, il semble qu'en plus des Mozabites le groupe principal impliqué dans les conflits est celui des Cha'anbas. Ils sont le groupe arabe le plus nombreux aux environs du M'Zab. Plusieurs versions évoquent leur origine. Il est probable qu'ils sont issus des Zorba, une confédération hilalienne qui a envahi la Berberie au XI^{ème} siècle (Daddi Addoun 1990, 19 ; Cauneille 1968,20, Ruffié & al. 1962, 358). Les Cha'anbas se revendiquent eux-mêmes comme descendants des Banî Sulaym b. Mansûr de Médine (*Hidjâz*), qui sont une fédération de tribus (Oussedik 2015, 111). L'anthropologue Ahmed Ben Naoum, quant à lui, refuse strictement cette version. Pour lui, les Cha'anbas sont loin d'être une fraction de Béni Hilel ou Béni Soleym. L'auteur tient pour preuve « *Kitab el Ibar* » qui n'en fait nullement mention : « Les Cha'anba font partie de la majorité Zénète de ce pays. Ils n'ont aucun mythe fondateur les rattachant aux « Arabes » ! Eux-mêmes ont été arabisés comme l'ont été les autres Zénètes, sauf à dire qu'ils expriment leur culture dans une des langues arabes qu'ils ont largement « zénétisée » dans la morphologie et la syntaxe. ». Il indique par ailleurs qu'ils sont dispersés d'est en ouest entre l'Atlas Saharien et les grands Ergs depuis Touggourt jusqu'à Oued En-Namous. Pour notre part, et pour des raisons de faisabilité de l'enquête, nous allons nous référer à l'image que chaque population se fait d'elle-même, peu importe si cela est scientifiquement fondé ou pas. Cette méthode nous permet de mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain et de mieux analyser les positionnements pris par chaque groupe.

Concernant leur occupation géographique à Ghardaïa, les Cha'anbas sont installés essentiellement dans les quartiers de Theniat al Makhzen, Hajj Massoud et Mermed, bien qu'ils soient tous issus de Metlili²².

Durant les conflits de Ghardaïa, les Cha'anbas ont été appuyés par les autres tribus dites arabes. Il s'agit donc des Banû Marzoug. Ces derniers sont d'un nombre plus réduit que les Cha'anbas. Ils sont installés essentiellement à *zgag lihoud* avec les Ouled Nail et Ouled Saïd. Historiquement, les Banû Marzoug originaires de Nafta au sud de la Tunisie, touchés par la

²² Metlili ou *ksar* Metlili, situé à une 20ème de km au sud de Ghardaïa. Il est la « capitale » du monde Cha'anba (Ruffié & al.1962, 354). Il semble aussi que les Cha'anbas n'occupaient pas le *ksar* de Metlili de façon permanente. Ils passaient la plupart de leur temps dans le désert (ils ont maintenu leur vie de nomade/des guerriers ayant horreur des villes). Ce qui explique pourquoi une partie du *ksar* de Metlili était en ruine durant une certaine époque. (De Bonneval 1929, 112-113)

sécheresse vinrent s'installer sous les remparts de Ghardaïa demandant ainsi protection et refuge. Leurs demandes furent acceptées après quarante jours. Ainsi, ils furent introduits dans l'enceinte de la cité le 29 octobre 1429. En échange, ils durent verser à la *jma'a*²³ le montant d'une *gandoura* - une tenue portée par les hommes de la région - pour six *gandouras* tissées (donc un sixième de leur production de tissage) et défendre la ville aux côtés des Mozabites contre les assauts des Nomades. Il était également convenu qu'ils ne puissent pas construire de nouveaux minarets ni qu'ils puissent organiser un autre appel à la prière que celui de la mosquée ibadite – qui était de fait ouverte à tous les fidèles. Les Banû Marzoug ne tardèrent pas à trahir les Mozabites en s'alliant à des Nomades venus assaillir Ghardaïa le 14 mars 1441. Cet acte conduit à leur expulsion, ils furent à nouveau réintégrés 3 ans après (Addoun 1990, 29-30). À cela s'ajoute les Madhabiḥs installée essentiellement à Daïa Ben Dahoua. Les Madhabiḥs sont des Berbères arabisés, originaires de *ksar* el Mâya, au sud de Djbel 'Ammûr. Ils sont connus pour leur inconstance, puisqu'ils changèrent d'alliés fréquemment - pour celui qui payait mieux. À l'origine ils étaient des mercenaires au service des wlâd 'Ammi 'Isâ de Ghardaïa. Ils s'installent aux alentours de la ville en août 1586, ils furent ensuite évacués à Daïa Ben Dahoua (après sa création par la colonisation dans la seconde moitié de XIX^{ème} siècle) à 8 km en amont de Ghardaïa où ils sont installés jusqu'à nos jours (Mercier 1922, 117-118, Oussedik 2015, 113). À ces trois tribus principales s'ajoute les Ouled Naïl venus de Djelfa, Ouled Saïd venus de Ouergla, les Ouled 'Attâche – 'Atâtcha – qui s'implantèrent à Guerrara. Ces derniers sont des Berbères ibadites originaires de Zawwara en Libye qui furent arabisés à l'instar des Ouled Yahya venant de Zibân alliés aux habitants de Berriane (Daddi Addoun 1990, 20).

²³ D'ordre général, « le nom générique de *djemaa* (berbérisé en *tajmat* en Kabylie) désigne au Maghreb des dispositifs extrêmement hétérogènes allant d'une sorte de conseil de famille élargie à de véritables organisations politiques, aux procédures complexes et aux prérogatives étendues, allant de la gestion municipale à l'administration d'une justice pénale. À la veille de l'ère coloniale, le niveau de développement et l'ampleur des prérogatives de ce type d'institution étaient liés d'une part à des facteurs politiques (être ou ne pas être dans le périmètre d'un État) et, d'autre part, au mode de vie et de regroupement des populations. Presque informelle dans le cadre d'une petite unité de nomadisation de pasteurs chameliers, l'institution avait connu un développement considérable dans les régions rurales peuplées d'agriculteurs sédentaires rassemblés dans des villages peuplés. Depuis lors, les aléas de l'histoire (et son lot de conquête militaire, de colonisation agraire et d'États autoritaires) ont très profondément, mais aussi très inégalement, affecté ce type d'institution. Alors qu'elles ont disparu de nombreuses régions bouleversées par les phénomènes multiformes induits par la colonisation européenne (confiscation des terres, déplacement des populations, paupérisation, etc.) puis l'avènement d'État indépendant, elles se sont maintenues dans d'autres. Dans les régions où elles fonctionnent encore, leur emprise, leurs prérogatives et leur dynamisme sont extrêmement variables. » (Mahé, 2011)

En plus de ces tribus arabes installées dans la région et les Mozabites, d'autres Algériens (nommé localement *baraniya*) sont installés au M'Zab, pour le commerce ou comme des fonctionnaires. *Baraniya* est un mot d'origine algérienne (*darija*) qui veut dire étranger – dans ce cas l'étranger à la région. Nous constatons donc l'existence d'une sorte de stratification au M'Zab. Nous avons les Mozabites et les tribus nomades installés depuis longtemps dans la région. Les deux se voient disposer d'une certaine ancienneté qui leur permet de s'imposer (comme natif de la région). Puis on a les nouveaux arrivés, les *baraniyas*, qui englobent tous les autres algériens installés récemment dans la vallée. Un administrateur (originaire de Médéa, donc un *barani*) nous a confirmé que même, étant Arabe, il subit un racisme par les autres Arabes, essentiellement les Cha'anbas. Puisqu'il est considéré comme *barani*, bien qu'il est installé dans la région depuis des années. Cette discrimination se voit surtout lors des concours ou de l'offre d'emploi, où les « natifs » sont considérés comme prioritaires au détriment d'un *barani*. Bien qu'il s'agit de citoyens algériens égaux devant la loi.

Une partie de cette catégorie, *baraniya*, a été impliquée aux conflits, toujours selon les dires de nos interlocuteurs. Il s'agit des Algériens installés depuis de longues périodes au M'Zab et qui ont tissé des liens de solidarité, et de parenté avec les tribus arabes de la région. Dans cette catégorie nous trouvons essentiellement les gens originaires de Tiaret (concentrés dans le quartier Ben Smara. Ceux-ci exercent le commerce des légumes et fruits). Nous trouvons également une partie des habitants de Sidi Abaz qui ont été impliqués au conflit pour des raisons doctrinales. En effet, la ville de Sidi Abaz abrite des salafistes dans un de ces quartiers (à la lisière de l'hôpital de Bounoura). Il s'agit des anciens membres du FIS²⁴, qui ont été pardonné par la justice dans le cadre de la réconciliation nationale (1999) et relogés à Sidi Abaz.²⁵ Ces derniers, quoique pas originaires de la région, se sont impliqués au conflit de Ghardaïa. Car le salafisme (local) considère les Ibadites comme Kahridjites, donc une secte errante de l'Islam qu'il faut combattre.

²⁴ Le Front Islamique du Salut, créé en février 1989, dissous en mars 1992. Ce parti, qui a gagné les élections municipales de juin 1990, et le premier tour des législatives de décembre 1991, a basculé dans la violence après l'interruption du processus électoral en janvier 1992 (Rouibi 2016).

²⁵ La réconciliation nationale (1999), ou la Concorde civile الوئام المدني est une loi de « grâce amnistiante » qui a été proposée par le Président A. Bouteflika, adopté par le Parlement Algérien en 1999. Cette loi vise à réintégrer dans la vie civile ceux qui ont manifesté leur volonté de renoncer à la violence armée de la guerre civile en Algérie (Bustos 2007 ; Dutour 2008).

Nous concluons que, la variété des acteurs du conflit et leurs répartitions dans la ville expliquent en partie l'étendue géographique du dernier conflit. Cela explique également les lieux de conflits (les zones chaudes), qui ne sont autre que les zones mixtes et les zones frontalières.

La complexité de la composante démographique fait que nos interlocuteurs ont employé différentes expressions pour décrire les groupes concernés par le conflit. Les Arabes considèrent que le conflit a eu lieu entre Malikites et Ibadites. Ils refusent l'usage de la dualité mozabites/arabes. Pour eux cette dernière n'est pas juste. Puisque d'une part, ils sont eux-mêmes Mozabites, ils sont des habitants de la vallée du M'Zab. Nous comprenons donc que mozabite pour les Arabes signifie habiter une zone géographique nommée le M'Zab et n'a rien à voir avec une appartenance ethnique. Nous comprenons également, que ce qui les dérange dans l'usage de l'expression (Mozabites/Arabes) c'était ce sentiment d'être exclus de l'appartenance à la vallée du M'Zab. Donc des étrangers au M'Zab puisqu'ils ne sont pas nommés Mozabites. Un de nos informateurs, tout en refusant cette dualité (mozabite/arabe), il la considère comme une falsification de l'histoire et de l'identité de la région. Il explique « *on est mozabite nous aussi, puisqu'on est du M'Zab* ». D'autre part, nos informateurs arabes considèrent que le conflit est doctrinal (religieux) entre ibadite et malikite. C'est pour cette raison qu'ils considèrent la dualité malikite/ibadite comme étant plus exacte. Ainsi, quand nous nous sommes opposées à certains d'entre eux en disant : « Je suis malikite et je ne me vois pas du tout concernée par un quelconque conflit avec des ibadites ». La plupart de nos enquêtes n'ont pas donné de réponse. Un seul nous a expliqué que le conflit ne peut être que d'ordre religieux, juste avec les ibadites, dans la mesure où il n'est pas entre Amazigh et Arabes.

De leur part, nos interlocuteurs Mozabites ont tenu à expliquer qu'il fallait être prudente avec la dualité (malikite/ibadite). Ils ajoutent que cet usage est loin d'être neutre (ou innocent) car il vise à créer une solidarité doctrinale avec le restant des Algériens, surtout ceux installés au M'Zab, et d'isoler ainsi les Mozabites, qui, eux, sont ibadites. Une technique adoptée afin de mettre à l'écart les Mozabites en les minorant dans l'ensemble local et national (de majorité malikite). C'est d'ailleurs ce qui s'est produit avec les salafistes de la ville de Sidi Abaz quoiqu'étrangers à la région, ils se sont vus impliqués au conflit pour

des raisons doctrinales. Cette mise en accent sur un langage religieux durant le conflit nous a été confirmée par un jeune *barani*. Celui-ci a témoigné que, durant les derniers événements de Ghardaïa, toutes les annonces et affiches dans les quartiers arabes faisaient usage de l'expression (Malikite/Ibadite). Ce qui donnait une connotation doctrinale au conflit. Pour éviter cela, nos informateurs Mozabites favorisent l'usage de la dualité Mozabite/Arabe, souvent en précisant la tribu d'appartenance : Cha'anbi, Madbouhi, Naïli, Saïdi, etc. Car pour eux les Arabes ne sont pas tous impliqués.

Les témoignages de nos informateurs ont été confirmés par l'enquête réalisée par l'équipe du CENEAP (en 2015), résumée dans le tableau ci-dessous. L'avantage de celle-ci est le fait qu'elle soit réalisée sur un grand échantillon.

Population	Classification admise	Classification rejetée	Arguments
Arabes	Malikites-Ibadites	Arabe-Mozabite	L'origine du conflit est religieuse
Mozabites	Arabe-Mozabite	Malikites-Ibadites	L'origine du conflit est culturelle

Tableau 1 : Classifications adoptées par les enquêtés, source : rapport, CENEAP 2015, 38

En conclusion, ce qui nous semble étonnant c'est l'usage courant des référents tribaux, ethniques et doctrinaux par la population locale : *Mzabi, Chambi, Madbouhi, Saïdi, Naïli, Tyarti, Ibadî, Maliki*, etc. La question qui s'impose, c'est comment se fait-il que 60 ans après la création de l'État nation, nous nous retrouvons encore en face d'une telle situation ? L'étude des organisations tribales dans un cadre étatique a surtout été faite sous l'angle de la politologie : les politiques des États à l'égard des zones dites « tribales » ou l'influence des solidarités tribales dans la construction étatique et dans la vie politique nationale ont été largement traitées (Bocco & Velud 1995 ; Bonte, Conte & Dresch 2001 ; Dawod 2004 ; Ben Honet 2009). La question pour nous c'est de savoir pourquoi ceux qui sont considérés comme des citoyens algériens font référence à des termes censés disparaître du vocabulaire algérien depuis 1962. Cela reflète-t-il une faiblesse dans l'État national, du lien national, ou

bien autre chose ? Comment se discours peut-il se maintenir « dans un pays reconnu pour disposer d'un État assez fort et très présent », mais aussi « de la dimension fortement nationale et centralisatrice de l'État algérien (Ben Honet 2009, 3). Il ne faut pas perdre de vue que le régime algérien après l'indépendance a tissé les rivalités entre les différentes composantes ethniques et tribales afin de maintenir son pouvoir et affaiblir toute revendication politique de nature démocratique. Ainsi, la prudence est indispensable afin d'éviter la confusion entre le discours officiel (nationaliste) du régime, et des pratiques concrètes en cas de crise. Des pratiques identiques à celles mobilisées par la colonisation en Algérie avant l'indépendance (Chérifi 2015 ; Gueliane, 2020).²⁶

Par ailleurs, n'y a-t-il pas un lien entre l'échec de l'égalisation des chances et l'apparition de nouveaux critères de classification de type ethnique ? Au M'Zab, l'Arabe qui n'existe pas en tant que tel sur le plan ethnique, existe sous forme d'une idéologie officielle imposée par l'État après 1962. Alors, n'est-il pas constitué en tant que groupe ethnique juste pour faire face à la situation qui règne au M'Zab ; pour faire face à une communauté (les Mozabites) qui, elle, a une existe ethnique réelle et qui s'impose dans la vie quotidienne ? Voilà quelques questions, et tant d'autres auxquelles nous tenterons d'apporter des clarifications dans notre projet.

Conclusion

Dans cet article, nous avons relevé un retour à la normale au M'Zab après les conflits de 2013-2015. Néanmoins, ce retour n'est pas synonyme d'un rétablissement des liens, car le conflit a laissé ses traces. Sur le plan économique, nous avons soulevé une tentative d'autosuffisance pour chaque communauté. Auparavant une solidarité économique était en œuvre grâce à une spécialisation des activités selon les communautés ; une solidarité brisée à la suite des derniers événements. Sur le plan identitaire et historique, chaque communauté se crée, désormais ses propres référents identitaires et historiques tout en excluant l'autre. Sur le plan psychologique, un climat de prudence et de suspension règne

²⁶ Voir l'intervention de Nacer Djabi (professeur de sociologie politique dans l'université d'Alger), https://www.youtube.com/watch?v=8dfMwAY6Y_g&feature=youtu.be&fbclid=IwAR0b5JITtkXJ_GW2JCaQ_WaRObQv9n4jvdFougxyeW_iPCQfSCgpJ7thK5g4

sur les relations dans la région. Sur le plan social, la cohabitation entre les différents groupes est limitée au minimum - par exemple des collègues de travail qui doivent faire preuve d'un minimum de diplomatie. Enfin l'aspect spatial est marqué par une division des quartiers. Désormais chaque communauté occupe son propre espace. Cela concerne à la fois les anciens quartiers, mais aussi les nouvelles extensions qui obéissent (officieusement) à des critères ethniques dans leur implantation et leur composition démographique. Cette division socio-spatiale conduit à son tour à une division dans les établissements scolaires (qui dépendent du lieu de résidence) qui va influencer la sociabilisation des enfants, sur le long terme.

Enfin, une chose est certaine, la vallée du M'Zab est en phase de désolidarisation. La situation est telle qu'une simple étincelle peut conduire à un drame. La situation nécessite la mobilisation des chercheurs et des autorités afin de bien cerner le phénomène et apporter les solutions adéquates. Pour le moment, les autorités locales se limitent aux solutions sécuritaires et des dispositifs pour calmer les uns et les autres (système de quota). Sans même ouvrir un vrai débat sur la question et l'avenir des relations communautaires dans la vallée. Ces points et d'autres encore seront abordés en détail dans le document final du projet de recherche et feront l'objet de publications futures.

Références

- Addi, Lahouari. 2015. « L'Algérie et sa crise politique permanente », *Annuaire IEMed. de la Méditerranée*, 193-196.
- Addi, Lahouari. 1995. *L'Algérie et la démocratie*, Paris : La Découverte.
- Amat, Charles. 1888. *Le M'Zab et les Mozabites*, Paris : Challamel et Cie.
- Amar Mohand Amer, 2020 , « Contester le *hirak* : essai d'analyse du discours », *Insaniyat* , n°88, 13-30.
- Ben Hounet, Yazid. 2009. « Que faire de la tribu ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 116-117
- Ben Hounet, Yazid. 2004. « Quelques réflexions sur les événements récents de Kabylie : à propos de la question tribale en Algérie », *Awal, Cahiers d'études berbères*, 29 : 33-42.

- Ben Hounet, Yazid, 2006. *L'Algérie des tribus. Le fait tribal dans le Haut Sud-Ouest algérien contemporain*. Thèse nouveau régime en vue de l'obtention du doctorat en anthropologie. Paris, EHESS.
- Ben Hounet, Yazid. 2008. « Gérer la tribu : le traitement de la question tribale dans l'Algérie indépendante (1962-1989) », *Cahiers d'études africaines*, 191 : 487-512.
- Bettache, Abder. Mozabites et Chaâmba : Les dessous d'une rivalité, *Le Soir d'Algérie*, 15/05/2004, <http://www.algerie-dz.com/article653.html>
- Bocco Riccardo; Velud, Christian. (dir.), 1995. *Tribus, tribalismes et États au Moyen-Orient*. Paris : La Documentation française.
- Bonneval, Léon Paul Marie Deshayes. 1929. *Circuits sahariens Laghouat, le M'Zab, Mettlili des Chambas*, Alger : Fédération des Syndicats d'Initiative de Tourisme d'Algérie.
- Bonte, Pierre ; Conte, Édouard ; Dresch Paul. 2001. *Emirs et présidents, figure de la parenté et du politique dans le monde arabe*. Paris : CNRS.
- Bustos, Rafael. 2007. « Le référendum sur la charte pour la réconciliation nationale en Algérie et ses textes d'application », *L'Année du Maghreb*, II : 223-229.
- Cauneille, Auguste. 1968. *Les Chamba, leur nomadisme. Evolution de la Tribu durant l'administration coloniale*. Paris : Éditions du Centre national de Recherches.
- CENEAP. 2015. *étude socio-anthropologique et économique des communes de la région du M'Zab*, Alger : Ministère de l'Intérieur (rapport).
- Chaouchi, Mohamed. 2015. « Algérie. Violences intercommunautaires à Ghardaïa : quels enjeux ?, *Diploweb.com : la revue géopolitique*.
- Cherifi, Brahim. 2015. *le M'Zab : études d'anthropologie historique et culturelle*, Paris : Ibadica.
- Dawod, Hosham (éd). 2004. *Tribus et pouvoirs en terre d'islam*. Paris : Armand Colin.
- Décret exécutif n° 92-419 du 17 novembre 1992 portant création de l'office de protection et de promotion de la vallée du M'Zab. (Jo n° 83 du 18 novembre 1992) <https://www.joradp.dz/FTP/Jo-Francais/1992/F1992083.pdf>
- Dutour, Nassera. 2008. « Algérie : de la Concorde civile à la Charte pour la Paix et la Réconciliation nationale : amnistie, amnésie, impunité », *Mouvements*, 53 :144-149.
- Godin, Christian. 2012. « Qu'est-ce que le populisme ? », *Cités*, 49 : 11-25.

- Gueliane, Nora. 2019. *Les nouveaux ksour de la vallée du M'Zab (1995-2016) : De la permanence et des mutations de la solidarité sociale dans leurs réussites et leurs échecs*, thèse de Doctorat, Paris : EHESS.
- Gueliane, Nora. 2019. « Qu'est-ce qu'un ksar pour un Mozabite ? », *le Carnet du Centre Jacques Berque*, en ligne, <https://cjb.hypotheses.org/698>
- Gueliane, Nora. 2019. « Habiter ensemble la ville en Algérie : Mixité sociale, vivre ensemble et ségrégation en question au M'Zab », *Lucrările Seminarului Geografic "Dimitrie Cantemir"*, Vol. 47, 2 :1-14, <http://www.seminarcantemir.uaic.ro/index.php/lsgdc/article/view/298>
- Gueliane, Nora. 2020. « Les nouveaux ksour de la vallée du M'Zab (1995-2016) : De la permanence et des mutations de la solidarité sociale dans leurs réussites et leurs échecs », *Cahiers de l'EMAM*, en ligne, 33, <https://doi.org/10.4000/emam.3048>
- Gueliane, Nora. 2020, « Pouvoir et minorités : La dualité institutions traditionnelles et institutions de l'État au M'Zab en Algérie », *Confluences Méditerranée*, 114 :121-134.
- Hadj-Moussa, Ratiba ; Tilmatine Mohand, « Minorités et politique de la reconnaissance en Algérie. la Kabylie et le Mzab », *Confluences Méditerranée*, 114 :135-147.
- Histoire coloniale et postcoloniale, « les harkis, qui étaient-ils ? », 2003, <https://histoirecoloniale.net/les-harkis-qui-etaient-ils.html>
- Ibn Khaldoun, Abderhman. 1999. *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale* (1852), traduction de l'Arabe par le Baron de Slane, Paris : Librairie orientale Paul Geuthner, (reproduction de l'édition de 1925).
- Mabtoul, Mohamed. 2013, *La citoyenneté en question (Algérie)*, Oran : Dar El Adib.
- Rouibi, Rima. 2016. "Les événements de Ghardaïa et l'usage des réseaux sociaux numériques en Algérie", *Communication, technologies et développement*, [Online], Online since 30 October 2016, connection on 27 January 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/969>
- Ruffié, Jean ; Ducos, Jean; Larrouy, Georges. 1962. "Étude Hémotypologique des populations Chaambas de la région du M'Zab (Département Des Oasis)", *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, XI° Série, tome 3 fascicule 4 :354-371.

Références en arabe

- عمارة، محمد. 1998. الأقلية الدينية والقومية: تنوع ووحدة؟ أم تفتيت واختراق؟. ط1، دار نهضة مصر.
- بن فارس بن زكريا أبو الحسين، أحمد. 1979. معجم مقاييس اللغة. ج4، دار الفكر.
- بن عبد الرحمن السحيباني، عبد الحميد. 2002. الفتنة وموقف المسلم منها. القاهرة: دار عالم الكتب.